

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-169

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

1. La mission d'Eurojust est d'appuyer et de renforcer la coordination et la coopération entre les autorités nationales chargées des poursuites relatives à la criminalité grave affectant deux ou plusieurs États membres ou exigeant une poursuite sur des bases communes, sur la base des opérations effectuées et des informations fournies par les autorités des États membres et par Europol.
2. ~~La loi européenne détermine la structure, le fonctionnement, le domaine d'action et les tâches d'Eurojust. Ces tâches peuvent comprendre:~~ **Eurojust peut :**
 - a) **renforcer la coopération judiciaire, y compris par la résolution de conflits de compétences et par une coopération étroite avec le Réseau judiciaire européen.**
 - b) **coordonner, déclencher des enquêtes et mettre en œuvre une force d'appui opérationnelle destinée à soutenir les autorités nationales ;**
 - c) **exercer un pouvoir de coordination des enquêtes menées par Europol et par l'OLAF**

La loi européenne détermine les modalités de

- a) ~~le déclenchement et la coordination de poursuites pénales conduites par les autorités nationales compétentes, en particulier celles relatives à des infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union;~~
- b) ~~le renforcement de la coopération judiciaire, y compris par la résolution de conflits de compétences et par une coopération étroite avec le Réseau judiciaire européen.~~

La loi européenne fixe également les modalités de l'association du Parlement européen et des parlements nationaux des États membres à l'évaluation des activités d'Eurojust.

3. Dans le cadre des poursuites visées à la présente disposition, et sans préjudice de [l'article III-170], les actes officiels de procédure judiciaire sont adoptés par les agents nationaux compétents
-

Explication éventuelle :

Il convient de déterminer dans le traité les missions d'Eurojust et non de renvoyer à une loi ou loi cadre même adoptée à la majorité qualifiée. Par ailleurs, la supervision des activités d'Europol par Eurojust est nécessaire.